



**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

31 DEC. 2025

Arrêté du _____ mettant en demeure la société LH LOGISTICS PROPCO SCI à Sandouville et Oudalle de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean- Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral cadre du 17 juin 2019 autorisant et réglementant les activités exercées par la société LH LOGISTICS PROPCO SCI ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 novembre 2025;
- Vu L'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

que la société LH Logistics Propco exploite, sur son site situé sur les communes de Sandouville et Oudalle, un entrepôt de stockage de matières combustibles de plus 1 340 000 m³ au total et composé de douze cellules destinées à être occupées par différents locataires ;

que cet entrepôt est soumis au régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement et est réglementé par les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 susvisé ;

que l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 27 octobre 2025 afin de vérifier la conformité du site à plusieurs prescriptions de la réglementation qui lui est applicable ;

qu'à l'occasion de cette visite, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants constituant des manquements aux dispositions suivantes à l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 :

- sur la base du rapport de vérification semestriel de septembre 2025, les installations d'extinction automatique incendie du site présentent des non-conformités dont deux présentant un risque de mise en échec de l'installation (article 8.7.3.3 l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- le plan de défense incendie n'est pas finalisé et ne comporte pas l'ensemble des éléments requis (article 8.7.6 l'arrêté préfectoral susvisé) ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LH LOGISTICS PROPCO SCI de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur les communes de Sandouville et Oudalle;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société LH LOGISTICS PROPCO SCI (Siret 90789566800016), dont le siège social est situé 78 avenue Raymond Poincaré, 75016 PARIS, est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur le parc logistique du pont de Normandie 2, sur les communes de Sandouville et Oudalle :

sous quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 : en levant les deux non-conformités présentant un risque de mise en échec de l'installation d'extinction automatique incendie du site identifiées dans le rapport de vérification semestrielle de septembre 2025.

sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 8.7.6 de l'arrêté préfectoral du 17 juin 2019 en mettant à jour le plan de défense incendie du site afin que celui-ci comporte l'ensemble des éléments requis par l'article susvisé, à savoir :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux ;
- les mesures particulières à prendre en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois. Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de Sandouville et Oudalle pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, les maires des communes de Sandouville et Oudalle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

31 DEC. 2025

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe


Hélène HESS

